été adoptés, ils auraient été
de la constitution du pays,
dans l'état de choses actuel,
produit
province, aurait à se reposer
de la majorité
ances, qui a pris un intérêt
de son devoir d'offrir sa
se sont arrivés à la conclusi
sa démission est mainte
Excellence. Son honorable
oi-), le gardien des droits

r, je signale à l'attention
phrase du discours de sir

province, devrait se reposer
de la majorité.

de Québec ne fut pas
elle continua l'agitation
choses de plus pratique
npiotes de la législa-
tinnée et le résultat fut
e, la presse ministérielle
ent venait de nommer
se rendre en Angleterre
n destinée à réaliser le
fut annoncé que M.
écédent, avait donné sa
ait pas pu faire adopter
dopter en faveur de la
ébec, avait été prié de
et qu'il avait accepté.
gina que, puisque M.
partie de la députation,
vernement du Canada
proposition qu'il voulait
la confédération, serait
tion était fondée, car le
la, 1866, la Gazette de
aujourd'hui, était l'or-
iait l'article suivant :

d'annoncer que, durant
et à tenues récemment
la condition de l'éduca-
adées à fond. Le minist-
desirait que M. Galt fût
les intérêts de la popu-
a compris qu'il ne
qu'il ne reçoit des assu-
du gouvernement sur
une façon si sérieuse
ionnaires, questions à
si profondément émus.
ministère à tout à fait
décidé de réaliser son
ent et, en conséquence,
tion de délégué, dans le
crets importants, et de
du projet de confédé-

être assurés que l'homme
aux honneurs et à son
pas, comme délégué, le
senter. Et nous saisons
nement prochain d'une
rand péril les relations
qu'il, si heureusement
re races et de croyances

Galt est parti pour
du Canada avaient
seraient pleinement
avaient dans la per-

acte de l'Amérique
ésenté au parlement
67. Ce bill—non la

loi, qu'on se le rappelle—ce bill fut publié dans la
Gazette de Montréal, le 1er mars de la même année,
ainsi que tous les honorables députés peuvent le
voir, en consultant la liasse de ce journal. Le bill
tel que présenté est, mot pour mot, le bill qui est
aujourd'hui l'acte de l'Amérique Britannique du
Nord. L'article 43, paragraphe 6, des résolutions
de la conférence de Québec, est ainsi conçu :

Education—faisant connaître les droits et les privilèges
que la minorité protestante ou catholique dans les deux
Canada peut posséder relativement à ses écoles dissi-
dentes, à l'époque où l'union est devenue un fait accompli,

devint, dans le bill, l'article compliqué portant le n°
93 dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.
Toutes les dispositions contenues dans les para-
graphes 1, 2 et 3 de l'article 93, furent proposées
par M. Galt, pour la protection spéciale de la mino-
rité protestante de Québec. Or, M. l'Orateur, je
signale encore ceci à votre attention : c'est que
l'article 93 a été incorporé dans le bill à la demande
de M. Galt, et je pourrais, j'en suis sûr, invoquer
le témoignage de l'honorable député des Trois-
Rivières (sir Hector Langevin, qui était un des
délégués ; mais la chose n'est pas nécessaire, car
j'ai ici la preuve écrite dans un article publié le
jour suivant, le 2 mars, par l'organe du ministère,
la Gazette de Montréal, et je signale cet article à
l'attention de la chambre. Voici ce que la Gazette
écrivait :

Peu de questions ont excité un plus grand intérêt en ce
pays, que la question de l'éducation des enfants dans les
écoles publiques ou, peut-être, il serait plus exact de dire,
l'affectation à cette fin des taxes prélevées. Pas n'est
besoin que nous répétions les détails de l'agitation qui a
eu lieu sur la question, agitation qui a commencée avec la
promulgation des résolutions de la conférence de Québec,
et dont le résultat a été la résignation de M. Galt, comme
membre du cabinet. Le court de l'histoire, c'est que tout
cela a amené le gouvernement canadien à conseiller aux
ministres de Sa Majesté d'insérer dans le bill d'union, les
dispositions que le public connaît déjà, sans doute. C'était
l'arrangement dont nous avons parlé, au mois d'octobre
dernier, comme ayant satisfait M. Galt, arrangement qui
l'a porté à accepter de faire partie de la députation
envoyée à Londres. Le public peut trouver, dans ces dis-
positions du bill, la preuve de l'énoncé que nous avons
fait, énoncé que quelques-uns de nos confrères, sans
aucune raison, ont essayé de contester.

Avant que l'on agît la question de la Confédération,
le cri constant d'une partie de la minorité protestante du
Bas-Canada, était : Donnez-nous les mêmes privilèges que
ceux dont jouit la minorité du Haut-Canada. Et bien, le
bill tel qu'il est, d'après sa teneur, stipule que la minorité
du Bas-Canada aura précisément les mêmes privilèges
que ceux dont jouit la minorité du Haut-Canada.

Et, en outre, que les minorités, dans toutes les provin-
ces, auront le droit d'en appeler au parlement gé-
néral.

Le bill, sous cette forme, deviendra indubitablement,
dans notre opinion, la loi fondamentale du pays, faisant
partie de sa constitution politique ; et, vu qu'il en est
ainsi, il doit être adopté. Il donne des garanties essen-
tielles, tant dans la pratique immédiate, qu'en dernier
recours. La principale chose requise, pour l'application
immédiate du bill, c'est que les deniers, provenant des
taxes imposées sur les protestants, seront, si cela est
nécessaire, affectés au soutien des écoles séparées. Le
droit d'appel, comme dernier recours, servira toujours de
frein. Et les protestants de langue anglaise du Bas-
Canada ne doivent pas oublier que leur appel sera porté
devant une majorité prépondérante de leur race et de leur
croyance ; et il est probable que, s'ils sont molestés, ils
feront connaître leurs griefs. C'est un des traits de leur
caractère.

Dans le passé, après l'adoption du principe connu sous
le nom de "double majorité," peu après l'Union de 1841,
par M. Baldwin et sir L. H. LaFontaine, le Bas-Canada a
été virtuellement gouverné par la majorité du Bas-
Canada, et si le bill de lord Carnarvon n'avait pas contenu
de dispositions spéciales concernant les droits des mino-
rités, notre position, dans le Bas-Canada, comme question
de fait, n'aurait guère été changée.

Si nos renseignements sont fondés, lord Carnarvon a
regu, de hautes autorités protestantes, l'assurance que le
bill, tel qu'il est, renferme des garanties suffisantes que
les intérêts protestants du Bas-Canada seront sauvegardés
et, qu'à ce point de vue, il est satisfaisant.

Tous les habitants de ce pays, les Français et les An-
glais, les catholiques et les protestants, doivent vivre
ensemble et il est du plus haut intérêt public qu'ils vivent
en paix. Et, à cette fin, il est des plus importants qu'il y
ait un principe quelconque sur lequel ils puissent s'en-
tendre. Si, d'un autre côté, nous inaugurons une politique
de défiance et de jalousie, si nous nous orons réciproque-
ment des ennemis, Dieu seul peut dire à quelles consé-
quences effrayantes cela conduira infailliblement. Un
écrivain politique éminent a dit avec raison que la liberté
religieuse naît du mélange de différents éléments, comme
ceux que nous avons au Canada. La vie commune devrait
enseigner aux hommes à respecter même les préjugés les
uns des autres ; et c'est le premier principe de la liberté.
Une des choses les plus difficiles à apprendre pour les
hommes, c'est d'apprendre, surtout en matières d'opinion
basée sur des préjugés, que leurs oies ne sont pas des
cygnes.

Or, M. l'Orateur, vous avez des preuves suffisantes
que cette disposition extraordinaire a été incorporée
dans le bill à la demande du délégué de la minorité
protestante du Bas-Canada, pour la protection de
cette minorité.

Permettez-moi de pousser un peu plus loin dans
l'histoire de cette question. La confédération fut
établie. La question de l'éducation fut de nouveau
agitée dans la province de Québec, et les députés
qui, aux premiers jours de la confédération, repré-
sentaient dans la législature de Québec la partie
protestante de la population, désiraient ardemment
présenter immédiatement dans la chambre le même
bill qui avait été présenté, en 1866, par M. le solli-
citeur général Langevin, dans l'ancien parlement
du Canada et qui, pour la raison que j'ai fait con-
naître, avait échoué.

Pendant la session de 1869 de la législature de
Québec, M. Carter, alors député de Montréal-centre,
si je me le rappelle bien, demanda copie de toute la
correspondance échangée entre le gouvernement de
Québec et le gouvernement fédéral, au sujet de
l'éducation et, à l'appui de sa motion, M. Carter
dit :

En proposant cette adresse à Son Excellence, au sujet
d'une question aussi importante que celle qu'elle con-
cerne, mon but est de constater, d'une manière certaine,
si ceux qui sont chargés des devoirs d'appliquer notre
nouvelle constitution, ont pris les moyens d'appliquer
cette disposition de l'acte de la Confédération déclarant
que "tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et
imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union,
aux écoles séparées et aux syndicats d'écoles des sujets
catholiques romains de Sa Majesté, seront étendus aux
écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques
romains de la reine." A l'époque où l'acte de la confé-
dération était à l'étude, l'on a jugé nécessaire d'adopter
cette disposition, afin de donner aux universités pro-
testantes des de la province de Québec une garantie édu-
cative que leurs droits et leurs privilèges en matière d'édu-
cation seraient protégés, et pas un homme d'État n'a
montré autant de zèle et autant d'énergie dans l'accom-
plissement de cet objet, que l'honorable M. Galt, dont les
efforts ont été couronnés de succès, par l'adoption du 2e
paragraphe du 93e article de notre acte fédéral.

M. Carter n'a mentionné que le second para-
graphe, mais il est également certain que M. Galt a
aussi le mérite d'avoir incorporé tout cet article.
A propos de cette motion, M. Dunkin, alors trésorier
dans le cabinet-Chauveau, fit les observations
suivantes :

Relativement à l'éducation, je n'en ai pas le moindre
doute, cette question sera réglée d'une manière satisfai-
sante pour les protestants et pour les catholiques. Tou-
tefois, il sera impossible de décréter un code complet de
lois sur cette question, tant que nous ne connaîtrons pas
l'état de nos finances. Une grande difficulté qui s'oppose